

De l'Etat d'urgence sanitaire aux menaces qui pèsent sur nos libertés

mercredi 1er avril 2020, par [Jacques COTTA](#)

Quinze jours de confinement semblent une éternité. Tout en reconnaissant le danger que fait peser le Covid 19 et donc la nécessité de respecter les mesures annoncées par les médecins et les scientifiques, le doute s'installe sur les véritables intentions d'un gouvernement dont la communication ne peut faire illusion. Et si à travers ces mesures -aussi légitimes soient-elles dans l'immédiat- le pouvoir était déjà sur le « coup d'après » ? Emmanuel Macron à travers une restriction des libertés organisées méthodiquement ne donnerait-il pas corps à son expression « plus rien ne sera plus comme avant » ? Plus rien dont notamment nos libertés démocratiques.

Le poids des mots

La terminologie utilisée par Emmanuel Macron et le gouvernement pour décréter l'état d'urgence est délibérément guerrière. Nous sommes « en guerre », les soignants sont « au front », le pays « est agressé », nous vaincrons « l'ennemi invisible ». Pourquoi la guerre et non la crise ?

- En Guerre, on donne des ordres, on réclame l'obéissance.
- En Crise, on doit donner des moyens.

Pour les moyens, plus personne n'est dupe. Des masques de protection aux tests en passant par le gel désinfectant, des lits aux respirateurs sans oublier les personnels soignants, la pénurie, conséquence d'une politique libérale mondialiste, est la véritable cause du danger.

Pour les ordres, une série de mesures sont imposées. Le formulaire pour quitter son domicile un temps limité, pour une raison bien spécifiée, engage une démarche d'adhésion. Après quelques jours de « pédagogie » la répression frappe. Les amendes progressent. 135 euros, 200, 450, 1500 et enfin la prison. Ces premières mesures sont accompagnées d'une campagne d'infantilisation et de culpabilisation tendant à dédouaner les centres de décision pour leur incompétence, à dédouaner le politique pour son incapacité à prendre les décisions, et à faire porter la responsabilité de la catastrophe présente et à venir sur « l'incivilité des français ».

La défiance légitimée

Le pire dans la situation est sans doute la défiance vis à vis de la parole publique, même lorsque ponctuellement elle énonce l'évidence. Emmanuel Macron, Edouard Philippe et leurs ministres, de celui qui semble le plus sérieux, Olivier Veran à la clown de service Sibeith Ndaye, ne peuvent être pris au sérieux.

La suspicion leur colle à la peau. Leur discours avant la crise sanitaire était empreint de mensonges et de provocations. Ils ont en effet fait la preuve de leur duplicité sur toutes les questions qui ont occupé le peuple français, des Gilets jaunes au mouvement sur les retraites.

S'il existe une incivilité, une indiscipline, un écart de conduite, c'est à eux qu'on le doit et personne d'autre. Il suffit qu'ils disent un mot pour qu'immédiatement le doute s'installe. C'est ainsi et ils continuent dans la crise actuelle. Comment les prendre au sérieux sur quoi que ce soit lorsqu'ils mentent encore et toujours sur l'essentiel, la sécurité sanitaire précisément, les masques et autres précautions

indispensables, avec une série d'injonctions contradictoires qui n'auront échappé à personne.

Nos libertés en jeu

Une fois encore, il ne s'agit pas de remettre en cause le danger viral. Les médecins sont unanimes, les chercheurs aussi. Cela suffit. La question n'est pas médicale mais politique.

La loi de « sécurité sanitaire » donne le « La ». Au coeur se trouvent de nouvelles agressions sociales concernant le temps de travail, les congés, les récupérations, cela sans limite dans le temps.

Le pouvoir sait pertinemment que l'heure des comptes approche avec la fin du confinement d'ici quelques semaines.

Comment ne pas penser qu'il se prépare et que les mesures prises aujourd'hui au nom de la « guerre » contre « le virus cet ennemi invisible » ne sont pas déjà envisagées pour demain au nom de la « guerre de classes » qu'il livre au peuple français.

Comment ne pas envisager qu'il prépare aujourd'hui l'opinion pour l'instauration d'une régime plus autoritaire encore qui se donnerait tous les moyens pour faire aboutir sa politique rejetée par les français ?

Comment ne pas envisager la possibilité que ce durcissement prenne la forme d'un pouvoir policier et militaire reconnu et affirmé ?

Comment ne pas penser à l'intention dictatoriale d'un pouvoir aux aguets, minoritaire, haï, rejeté ?

Et si Macron savait où il veut aller ? Si tout cela était intégré à une stratégie bien élaborée sous la forme d'une sinistre valse à trois temps ?

- 1er temps : confinement, loi d'urgence sanitaire, les ordonnances.
- 2ème temps : coin enfoncé dans les droits des travailleurs et le code du travail.
- 3ème temps : interdiction de toute réaction, anéantissement des libertés démocratiques.

Dés maintenant l'oligarchie, les donneurs d'ordre y trouvent leur compte.

- Maitrise des laboratoires sur les molécules éventuellement mises en circulation, dans une guerre dont on peut se demander si elle n'est pas plus commerciale et financière que médicale.
- Utilisation des masques et autres protections arrivées tardivement pour imposer les 60h avec baisse de salaire et remise en question des congés payés.

Ces questions sont bien présentes dans la situation actuelle. Il en va de nos libertés rognées avec une série de mesures, dont celles de l'état d'urgence maintenue dans la loi, le contrôle et la surveillance institutionnalisés de la population. Emmanuel Macron et avec lui toute la Macronie seront-ils en mesure de comprendre que « pour eux c'est fini », ou seront-ils prêts à tout pour maintenir un pouvoir honni, rejeté, minoritaire, haï ? Là est sans doute le défi des réactions qui ne manqueront pas demain, une fois le confinement terminé...

Jacques Cotta

Le 1er Avril 2020